

# Pourquoi le changement de régime en Iran n'était pas à l'ordre du jour : la prudence calculée de Washington

**Sherko Kirmanj, Binar Fk**

DANS **EISMENA 2025/4 N° 4**, PAGES 1 À 6

ÉDITIONS **EUROPEAN INSTITUTE FOR STUDIES ON THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA**

Date de mise en ligne : 05/01/2026

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-eismena-2025-4-page-1?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour European Institute for Studies on the Middle East and North Africa.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



## Revue n°4 - Les régimes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : entre changement ou pérennité ?

### **Pourquoi le changement de régime en Iran n'était pas à l'ordre du jour : la prudence calculée de Washington**

*Article rédigé par Dr. Sherko Kirmanj et Binar Fk.*

*Sherko Kirmanj est un chercheur éminent, auteur de plusieurs ouvrages remarquables, dont *Identity and Nation in Iraq* (publié chez Lynne Rienner), traduit en arabe et en kurde. Son importante production scientifique comprend plus de vingt articles évalués par des pairs et chapitres d'ouvrages publiés dans des volumes internationaux de référence. Kirmanj a occupé des postes universitaires dans plusieurs pays, notamment en Australie, en Malaisie, aux Émirats arabes unis et dans la région du Kurdistan irakien. Il occupe actuellement le poste de professeur associé à l'Université de Koya, dans cette même région. **Binar FK** Binar FK est lauréat de la bourse du Kroc Institute for International Peace Studies et titulaire d'un master en affaires mondiales de l'Université de Notre Dame. Ses analyses politiques et sécuritaires sur le Moyen-Orient ont été publiées par le Stimson Center, le New Lines Institute for Strategy and Policy, ainsi que par l'European Institute for Studies on the Middle East and North Africa. Il intervient également dans les médias irakiens et kurdes pour commenter les dynamiques régionales. De 2014 à 2017, Binar a collaboré avec divers médias internationaux pour couvrir la guerre contre l'État islamique. Son expérience inclut une coopération avec la Global Coalition to Defeat ISIS, l'Union européenne, Human Rights Watch, Amnesty International et YouGov. - **Texte traduit en français par l'EISMENA***

Malgré les bouleversements et l'incertitude entourant la récente « guerre des douze jours<sup>1</sup> » entre l'Iran et Israël, une question centrale demeure : pourquoi ni les États-Unis ni Israël n'ont-ils adopté le changement de régime en Iran comme objectif explicite, malgré les attentes largement répandues en ce sens ? Cette analyse se propose d'y répondre. Depuis l'établissement de la République islamique en 1979<sup>2</sup>, la guerre des douze jours figure parmi les épisodes les plus significatifs ayant créé, même de manière marginale, des conditions susceptibles de rapprocher le régime théocratique de l'effondrement. Avant et pendant la crise, le débat public a fréquemment évoqué la perspective d'un changement de régime. Cependant, il est rapidement apparu que, du moins pour l'heure, le renversement du pouvoir en place ne constituait pas la politique effective. Un ensemble de contraintes politiques mondiales, régionales et internes aux États-Unis, de préoccupations liées à la gestion de l'escalade, de considérations d'alliance et de calculs géopolitiques plus larges ont conduit Washington et Tel-Aviv à s'abstenir de poursuivre un tel objectif.

À ce stade, il semble que les États-Unis, et dans une certaine mesure Israël, ne recherchent pas un changement de régime, mais plutôt une modification du comportement et des actions du régime iranien par la limitation de ses capacités. Plus précisément, il s'agit de réduire la puissance de l'Iran dans trois domaines précis, afin que, si son comportement demeure inchangé, ses capacités soient suffisamment restreintes pour permettre un meilleur confinement. Ces domaines concernent la portée opérationnelle de ses réseaux de proxys, ses capacités balistiques et sa faculté à produire des armes nucléaires.

### **Un tournant dans la stratégie américaine**

<sup>1</sup> <https://acleddata.com/qa/qa-twelve-days-shook-region-inside-iran-israel-war>

<sup>2</sup> <https://www.cfr.org/article/islamic-republics-power-centers>

Si, par le passé, la politique américaine à l'égard d'autres États, notamment l'intervention et le contrôle de l'Afghanistan<sup>3</sup> et de l'Irak<sup>4</sup>, reposait sur la défense d'intérêts économiques et géopolitiques à travers l'intervention militaire et la reconstruction nationale, le président Donald Trump a adopté des outils et des méthodes différents : la diplomatie transactionnelle<sup>5</sup>, la pression maximale<sup>6</sup> et les sanctions. Trump ne se comporte ni comme le républicain George W. Bush, qui prônait le changement de régime par la force militaire<sup>7</sup>, ni comme le démocrate Barack Obama, qui cherchait à étendre l'influence américaine par la promotion des idéaux démocratiques<sup>8</sup>. Il existe donc une différence fondamentale entre l'Amérique de Trump et celle de ses prédécesseurs, qu'ils soient républicains ou démocrates.

À la suite des revers subis en Afghanistan, en Irak et en Libye, la politique américaine au Moyen-Orient a évolué vers une approche dite *no boots on the ground*<sup>9</sup> (« pas de troupes au sol »). Cette doctrine traduit une position américaine générale opposée au déploiement direct de soldats dans les zones de guerre ou de conflit. Elle vise à rassurer l'opinion publique sur le fait que les États-Unis ne s'enliseront plus dans des engagements militaires prolongés - ces « guerres sans fin<sup>10</sup> » que Trump dénonçait lui-même. Ce tournant marque une évolution profonde de la philosophie de la politique étrangère américaine. Le soutien de Washington aux Kurdes en Syrie<sup>11</sup>, fondé sur un contingent réduit de soldats américains et sur la coopération avec des forces locales telles que les Forces démocratiques syriennes (FDS)<sup>12</sup> pour combattre et démanteler Daech depuis 2014, illustre concrètement cette nouvelle orientation stratégique.

Par ailleurs, les décideurs américains considéraient que toute tentative de renversement du régime iranien risquerait de se transformer en un nouveau borbier coûteux - comparable au Vietnam (1955–1975), à l'Irak (2003–2011) ou à l'Afghanistan (2001–2021) - dont il serait extrêmement difficile de se désengager. Compte tenu de son étendue territoriale, de sa topographie, de sa démographie et de sa complexité historique, l'Iran représenterait un défi bien plus redoutable que ces précédents. À cela s'ajoute son intégration dans un dense réseau de partenariats stratégiques<sup>13</sup> avec plusieurs États tels que la Chine, la Russie ou l'Inde, dont certains s'opposent fermement à l'hégémonie américaine. Enfin, Trump, en tant que chef du mouvement *Make America Great Again* (MAGA)<sup>14</sup>, dont la victoire électorale reposait en grande partie sur ce socle, s'aligne sur un puissant groupe d'intérêts défavorable aux interventions étrangères<sup>15</sup>. Avant et pendant la guerre, les

<sup>3</sup> <https://www.cfr.org/timeline/us-war-afghanistan>

<sup>4</sup> <https://www.cfr.org/timeline/iraq-war>

<sup>5</sup>

<https://apnews.com/article/trump-transactional-diplomacy-tariffs-russia-ukraine-canada-e70f0e800b1c7891a0fa4f21a28c67af>

<sup>6</sup>

<https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/02/fact-sheet-president-donald-j-trump-restores-maximum-pressure-on-iran/>

<sup>7</sup> <https://millercenter.org/president/gwbush/foreign-affairs>

<sup>8</sup> <https://cisssm.umd.edu/sites/default/files/2023-09/President%20Obama%20Study%2C%20Sept20%2C2023.pdf>

<sup>9</sup> <https://www.france24.com/en/20190627-iran-trump-echoes-assumptions-drew-us-lengthy-wars>

<sup>10</sup> <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/ending-the-endless-war-trope/>

<sup>11</sup> <https://nationalinterest.org/feature/8-reasons-why-america-supports-the-syrian-kurds-22290>

<sup>12</sup> <https://ecfr.eu/special/mena-armed-groups/syrian-democratic-forces-syria/>

<sup>13</sup> <https://mecouncil.org/publication/strategic-transactionalism-the-iran-russia-partnership/>

<sup>14</sup> <https://theconversation.com/what-maga-means-to-americans-259241>

<sup>15</sup>

<https://www.pbs.org/newshour/politics/trumps-decision-to-strike-iran-may-draw-more-criticism-from-maga-anti-interventionists>

figures associées à MAGA ont, à plusieurs reprises, exprimé leur opposition à tout projet de changement de régime en Iran ainsi qu'à toute implication militaire directe sur le terrain.

### Un œil sur le prix Nobel de la paix

Les actions et la rhétorique de Donald Trump suggèrent qu'il aspire à se présenter comme candidat au prix Nobel de la paix. Au cours de son mandat, il a cherché à se positionner en « artisan de la paix<sup>16</sup> », mettant fin aux guerres plutôt qu'en déclenchant de nouvelles. Cette ambition remonte à 2018, lorsque Trump affirma devant des journalistes<sup>17</sup> que « tout le monde » estimait qu'il méritait un Nobel pour sa diplomatie avec la Corée du Nord - des rassemblements de partisans scandant alors « Nobel ». Il a souvent dénoncé le prix attribué à Barack Obama en 2009<sup>18</sup> comme une injustice<sup>19</sup>, se présentant lui-même comme victime de partialité. Son argumentaire reposait d'abord sur le dossier nord-coréen, puis sur les accords d'Abraham, que la Maison-Blanche mit en avant lors de sa nomination en 2021<sup>20</sup>. De plus, cette ambition figurait parmi les promesses centrales de sa campagne électorale. Il cherche désormais à mettre fin à la guerre en Ukraine<sup>21</sup> et s'est engagé à clore le conflit à Gaza<sup>22</sup>. Auparavant, il avait affirmé<sup>23</sup> avoir joué un rôle clé dans la phase finale du conflit entre l'Inde et le Pakistan, ainsi qu'un rôle déterminant dans la résolution<sup>24</sup> du conflit congolais avec la médiation du Rwanda. Si son rôle de médiateur dans ces différends fut souvent plus rhétorique que substantiel, il n'en demeure pas moins que c'est sous son égide qu'un accord de paix<sup>25</sup> entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan fut signé à la Maison-Blanche. À cette occasion, le Premier ministre arménien et le président azerbaïdjanais annoncèrent<sup>26</sup> conjointement leur intention de soumettre au comité du prix Nobel de la paix une proposition officielle de nomination du président Trump.

Il semble donc que Trump ait véritablement les yeux rivés sur le prix - objectif qu'il a évoqué à plusieurs reprises. Dans cette optique, le déclenchement d'une nouvelle guerre régionale irait à l'encontre même des initiatives et des politiques qu'il prétend incarner.

### La stratégie d'équilibre des puissances au Moyen-Orient

Les raisons pour lesquelles Washington a choisi de ne pas poursuivre un changement de régime en Iran dépassent la seule politique intérieure américaine et les préférences personnelles de Trump. Elles s'inscrivent dans un objectif stratégique plus large : maintenir un équilibre des puissances au

<sup>16</sup>

<https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-ramps-campaign-nobel-peace-prize-ahead-putin-meeting-rcna224554>

<sup>17</sup>

[https://www.washingtonpost.com/video/politics/trump-supporters-chant-nobel-for-korea-talks-at-michigan-rally/2018/04/29/fb3337ba-4b45-11e8-8082-105a446d19b8\\_video.html](https://www.washingtonpost.com/video/politics/trump-supporters-chant-nobel-for-korea-talks-at-michigan-rally/2018/04/29/fb3337ba-4b45-11e8-8082-105a446d19b8_video.html)

<sup>18</sup> <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2009/obama/facts/>

<sup>19</sup> <https://time.com/5684482/trump-nobel-prize-un/>

<sup>20</sup>

<https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/statement-press-secretary-regarding-president-donald-trumps-nomination-2021-nobel-peace-prize/>

<sup>21</sup> <https://www.bbc.com/news/war-in-ukraine>

<sup>22</sup> <https://www.theguardian.com/world/israel-hamas-war>

<sup>23</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=6eHmInxR0nM>

<sup>24</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=RnkPUaIqHWw>

<sup>25</sup> <https://www.whitehouse.gov/articles/2025/08/president-trump-brokers-another-historic-peace-deal/>

<sup>26</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=KAfwVgT38>

Moyen-Orient - facteur sans doute plus déterminant que tout autre. Les décideurs américains semblent avoir conclu que préserver cet équilibre<sup>27</sup>, condition nécessaire à la protection des intérêts américains et de leurs alliés, suppose un Iran ni trop fort pour devenir défiant, ni trop faible au point de supprimer la dépendance sécuritaire de l'Arabie saoudite et des États du Golfe envers Washington. Autrement dit, il s'agit à la fois de préserver les intérêts stratégiques des États-Unis et de maintenir l'équilibre entre les puissances sunnites et chiites<sup>28</sup> de la région. Le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003 a durablement perturbé cet équilibre<sup>29</sup>, renforçant la position de l'Iran et créant de sérieux défis pour les États du Golfe comme pour Israël. Dès lors, affaiblir le régime iranien sans le renverser permettrait de rétablir une configuration régionale plus favorable.

Sous un autre angle, la Turquie ajoute sa propre complexité à l'équation régionale. Les États-Unis semblent reconnaître que la chute de la République islamique profiterait avant tout à Ankara, comme ce fut le cas après l'effondrement du régime de Bachar al-Assad<sup>30</sup> à la fin de 2024. Cette évolution offrirait à la Turquie une profondeur stratégique accrue, directe ou indirecte, via ses « liens ethnolinguistiques » avec l'Azerbaïdjan. Un tel scénario inquiéterait à la fois Washington et Tel-Aviv, déjà préoccupés par l'activisme turc en Libye<sup>31</sup>, dans la Corne de l'Afrique, le Caucase et le Moyen-Orient. Outre l'avantage turc, l'effondrement du régime iranien<sup>32</sup> laisserait le pays fragmenté et vulnérable, voire en état de faillite politique. Une telle instabilité pourrait contraindre les États-Unis à intervenir afin d'empêcher la Russie, la Chine ou la Turquie d'accroître excessivement leur influence - possiblement à travers un soutien direct ou indirect à l'une des factions iraniennes, telles que les Kurdes, les Arabes ou les Baloutches, ou encore à une coalition de ces groupes. Une telle entreprise exigerait des ressources militaires et financières considérables : précisément le type d'engagement que Washington cherche désormais à éviter.

Enfin, une autre dimension de cette équation réside dans la clause dite de *snapback*<sup>33</sup> mise en place par les « E3 » dans le cadre de l'accord nucléaire de 2015 (JCPOA<sup>34</sup>). Ce mécanisme permet la réimposition automatique des sanctions des Nations unies et de l'Union européenne en cas de violation des engagements iraniens. En août 2025, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni<sup>35</sup> ont invoqué cette clause, rétablissant l'ensemble des sanctions européennes contre Téhéran. Cette décision a réactivé<sup>36</sup> de lourdes restrictions en matière de commerce, de finance et d'énergie, illustrant la préférence européenne pour le recours au droit plutôt que pour l'affrontement direct, et renforçant la prudence calculée de Washington à éviter toute rhétorique de changement de régime.

<sup>27</sup> <https://www.unic.ac.cy/wp-content/uploads/sites/41/article07-H.Khalaj-8-3.pdf>

<sup>28</sup> [https://iramcenter.org/en/the-balance-of-shia-sunni-conflict-in-the-middle-east-the-mosul-operation\\_en-1235](https://iramcenter.org/en/the-balance-of-shia-sunni-conflict-in-the-middle-east-the-mosul-operation_en-1235)

<sup>29</sup> <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/how-the-war-in-iraq-changed-the-world-and-what-change-could-come-next/>

<sup>30</sup> <https://www.swp-berlin.org/publikation/the-fall-of-the-assad-regime-regional-and-international-power-shifts>

<sup>31</sup> <https://www.lse.ac.uk/ideas/publications/old-updates/Turkeys-involvement-in-the-libyan-conflict>

<sup>32</sup> <https://responsiblestatecraft.org/iran-war-2672435982/>

<sup>33</sup>

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/09/29/iran-sanctions-snapback-council-reimposes-restrictive-measures/>

<sup>34</sup> <https://www.cfr.org/background/what-iran-nuclear-deal>

<sup>35</sup>

<https://www.reuters.com/world/europe/europeans-launch-un-sanctions-process-against-iran-drawing-tehran-ire-2025-08-28/>

<sup>36</sup>

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/09/29/iran-sanctions-snapback-council-reimposes-restrictive-measures/>

## Terrorisme et migration

L'effondrement du régime iranien reproduirait vraisemblablement les dynamiques observées en Syrie, en Irak et en Libye : en l'absence d'un État central fort, des groupes extrémistes et terroristes pourraient resurgir, à l'image de Daech en Syrie<sup>37</sup> ou d'al-Qaïda en Irak<sup>38</sup>. Une telle instabilité, marquée par la réémergence d'acteurs violents et l'exacerbation des tensions sectaires et ethniques, compromettrait directement l'environnement politique, économique et commercial que Trump et ses alliés du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, cherchent à instaurer pour favoriser de vastes projets d'investissement, tels que ceux annoncés<sup>39</sup> lors de la dernière visite de Trump dans la région. Quelques mois avant l'escalade des tensions avec l'Iran, Trump avait conclu des accords d'investissement d'une valeur de plus de 1 000 milliards de dollars avec l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis - des projets qui requièrent un Moyen-Orient stable et sécurisé, non enlisé dans la guerre.

Sur le plan humanitaire et des relations internationales, la chute du régime risquerait de provoquer une crise migratoire majeure. Comme en Syrie, des flux massifs de réfugiés<sup>40</sup> pourraient se diriger vers l'Europe, les États-Unis et l'Australie. Une telle évolution serait politiquement intenable pour de nombreux pays déjà confrontés à des difficultés de gestion migratoire et à la montée des mouvements d'extrême droite hostiles à l'immigration, tant en Europe qu'aux États-Unis.

## Implications géopolitiques

Comme mentionné précédemment, l'effondrement du régime iranien déclencherait probablement des soulèvements parmi les groupes ethniques marginalisés. Dans un tel scénario, l'Iran pourrait se fragmenter<sup>41</sup> en plusieurs entités : l'Azerbaïdjan passerait sous influence turque ; le Kurdistan, le Khuzestan et le Baloutchistan tomberaient sous influence américaine ; tandis que la région centrale, majoritairement peuplée de Perses iraniens, demeurerait indépendante. Or, il est hautement probable que ce cœur perse tomberait sous l'influence de la Russie, de la Chine<sup>42</sup> - voire des deux puissances à la fois.

Du point de vue de Washington, exercer une influence sur le Kurdistan, le Khuzestan et le Baloutchistan pourrait sembler avantageux, dans la mesure où ces régions concentrent une grande partie des ressources pétrolières et gazières<sup>43</sup> iraniennes et revêtent une importance géostratégique majeure. Cependant, il convient de rappeler que ces groupes ethniques ne disposent pas de la capacité militaire nécessaire pour défendre durablement leurs territoires face aux forces perses ou azéries. Les États-Unis seraient donc contraints de leur fournir une protection, ce qui impliquerait un engagement politique, militaire et économique considérable - à rebours de la ligne prônée par Trump et le mouvement *Make America Great Again* (MAGA).

<sup>37</sup> <https://www.wilsoncenter.org/article/timeline-the-rise-spread-and-fall-the-islamic-state>

<sup>38</sup> [https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1267/qa\\_sanctions\\_list/summaries/entity/al-qaida-in-iraq](https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1267/qa_sanctions_list/summaries/entity/al-qaida-in-iraq)

<sup>39</sup>

<https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/05/fact-sheet-president-donald-j-trump-secures-200-billion-in-new-u-s-uae-deals-and-accelerates-previously-committed-1-4-trillion-uae-investment/>

<sup>40</sup> <https://www.unrefugees.org/news/syria-refugee-crisis-explained/>

<sup>41</sup> [https://drawmedia.net/page\\_detail?smart-id=11419](https://drawmedia.net/page_detail?smart-id=11419)

<sup>42</sup> <https://rasanah-iiis.org/english/monitoring-and-translation/articles/iran-abandoned-by-key-allies/>

<sup>43</sup> <https://www.ebsco.com/research-starters/environmental-sciences/irans-natural-gas-reserves>



En somme, pour toutes ces raisons - la doctrine américaine de non-intervention et de rejet du changement de régime, l'impératif stratégique de préserver l'équilibre régional tout en maintenant un Iran intact mais contenu, l'instabilité persistante et les menaces terroristes apparues dans la région ces dernières décennies, les intérêts économiques qui requièrent la stabilité plutôt que le conflit, le risque d'un renforcement de l'influence russe et chinoise, ainsi que la perspective d'une nouvelle crise migratoire - il apparaît hautement improbable que les États-Unis cherchent, dans un avenir proche, à provoquer un changement de régime en Iran.